

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Marchons le 24 contre les restrictions de la loi Veil

### Le tigre et le consensus

**Q**UI aurait pensé que le vieux moustachu qui conduisit pour le compte de la bourgeoisie française la boucherie impérialiste de 1914-1918 eut encore un avenir politique ? Pourtant, à l'occasion du cinquantenaire de sa mort, les chœurs du consensus social ressuscitent Clémenceau pour en faire une figure du monde politique giscardien.

Le 11 novembre dernier, Barre lui-même inaugurait une statue commémorative, la télévision lui fait une large place, expositions et colloques se multiplient et, dès la fin de cette semaine, le ministre Bourges doit présider deux commémorations officielles. « Le meilleur hommage que nous puissions rendre aujourd'hui à ce "vieux gaulois" acharné à défendre le sol et le génie de notre race, c'est d'exorciser nos démons intérieurs, de retrouver notre unité profonde sans laquelle la France manquerait, si nous n'y prenions garde, son rendez-vous avec un destin qui doit rester digne de son histoire » écrivait le ministre Plantier dans le Monde du 21 novembre, en conclusion d'un article consacré à Clémenceau sous le titre évocateur : « S'il était parmi nous ». Car il est bien là le message qu'on veut nous faire entendre en faisant l'éloge de cet artisan de « l'union sacrée ». C'est le même que celui de Giscard faisant, au cours de son périple dans le Sud-Ouest, le procès des querelles idéologiques qui stérilisent les talents. Aujourd'hui, c'est même la Résistance que la bourgeoisie voudrait appeler à la rescousse en occultant ses objectifs et son contenu pour n'en retenir que l'alliance « de tous les Français, de quelque classe et de quelque condition qu'ils soient ».

L'entreprise giscardienne visant à obtenir un consensus social, c'est-à-dire une capitulation sans condition de la classe ouvrière devant les exigences des monopoles, ne se nourrit pas seulement d'intrigues politiciennes et d'appels du pied en direction de tel ou tel leader de gauche. En fait, ces manœuvres politiques sont appuyées et préparées par un feu roulant de la grosse artillerie idéologique de la bourgeoisie. Toutefois, l'exemple de Clémenceau a ceci de précieux qu'il est extrêmement éducatif. Car si ce fameux « tigre » réalisa l'Union sacrée des partis de droite et de gauche et des plus gros bataillons du mouvement syndical autour des intérêts de la grande bourgeoisie française, il fut en même temps celui qui « réprima d'une main de fer les grèves et les troubles », celui qui, par la fourberie et la mitraille, brisa la grande révolte des vigneronniers en 1907. Bref, il fut la preuve vivante que la collaboration des classes et le consensus se font toujours contre les travailleurs, ne se font que pour les mater.

Pierre MARCEAU



Le 6 octobre dernier : première marche des femmes pour l'amélioration de la loi Veil. Le 24 novembre, plus de trente organisations appellent à marcher de la Bastille à l'Assemblée nationale pour l'avortement libre et gratuit ou remboursé. Voir page 5.

### Visite en France d'un membre du Pan African Congress of Azania

Une réunion d'information sur les luttes du peuple d'Azanie a déjà eu lieu le mardi 20 novembre à Paris. Diverses autres réunions sont prévues à Paris et en province. Nous en faisons la liste ci-dessous.

**DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ D'AZANIE (AFRIQUE DU SUD) S'ADRESSENT A VOUS VENDREDI 23 NOVEMBRE A 20 H 30 CONFERENCE-DEBAT**  
Avec des représentants du Congrès Pan-Africaniste (PAC)  
**SALLE DE CONFERENCES CITE UNIVERSITAIRE « LES GAZELLES » AVENUE JULES FERRY 13100 - AIX-EN-PROVENCE**

Soutenu par : Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANI) ; Union générale des étudiants tunisiens Secréariat provisoire (UGET-SP) - Association des stagiaires et étudiants comoriens (ASEC) ; Comité de mobilisation anti-impérialiste (CMAI) ; Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) ; Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

**JOURNEES CULTURELLES DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE EN AFRIQUE DU SUD**

— Montreuil

Organisées par l'association culturelle de regroupement Antillais-Africains (ACRAA) et le théâtre ZULLU. Samedi 24 novembre de 20 heures à l'aube. Centre culturel des Grands pêcheurs - 14, rue des Grands

pêcheurs - Montreuil (bus No 127 à partir de la Croix de Chavaux, descendre arrêt Patte d'Oie).

Au programme : Samedi : Théâtre ZULLU : sketches rythmés : Soweto ; pièce en trois tableaux.

Films : Paek's Britannica de David Coff. Débat sur la situation politique en Afrique du Sud avec la participation d'un représentant du Pan-Africanist Congress d'Azanie (PAC) Bal et buffet africain. Dimanche : Théâtre et film Débat

Prix des places : samedi 20 F (Couple 30 F) ; dimanche 15 F.

— Paris

Dimanche 25 novembre à partir de 20 heures au FIAP. 30, rue Cabanis Paris 14e (Métro Glacière).

— Montpellier.

A l'occasion du séjour en France du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC), une réunion d'information se tiendra à Montpellier le jeudi 22 novembre à la Bourse du travail, salle Jean Jaurès à 20 h 30.

A l'appel de PUIS-CIDT, du MDTL (Mouvement pour le désarmement et pour la paix), de l'ASTM (Association de soutien aux travailleurs migrants), du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente).

Le CDTM (Centre de documentation tiers monde) La Ligue des droits de l'homme L'Association France-Palestine. L'AEOM (Association étudiants d'origine malgache) Le Comité des patriotes cambodgiens de Montpellier Le Parti socialiste unifié. La Ligue communiste révolutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste.

## CONFERENCE DE STOCKHOLM SUR LE CAMBODGE

# Nouvelle initiative pour exiger le retrait des troupes vietnamiennes

Il y a une semaine, l'ONU adoptait à une majorité écrasante de 91 pays, une résolution réclamant « le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères du Cambodge ».

Représentant des courants de pensée, politiques, philosophiques et religieux divers (il y avait des communistes, représentant de nombreux partis marxistes-léninistes ; des socialistes ; des conservateurs ; des athées ; des chrétiens catholiques ; des protestants...), les délégués ont montré par leur nombre et leur diversité, qu'il était possible de transformer le courant de sympathie populaire à l'égard du peuple cambodgien en une force concrète et unie. Exiger le retrait des troupes étrangères du Cambodge, reconnaître le droit à l'indépendance du peuple cambodgien, ainsi que son droit à choisir librement ses dirigeants, après le retrait des troupes vietnamiennes, unis tous ceux qui croient à la paix, l'indépendance et la justice : telle est la base d'accord de la conférence de Stockholm. (voir encadré)

La délégation du gouvernement du Kampuchéa démocratique, était dirigée par le ministre des Affaires sociales, Mme Ieng Thirith, qui est intervenue à la tribune pour rappeler le combat de son peuple contre l'occupant.

Les délégués et les observateurs présents à la conférence à la suite du travail du comité français venaient de milieux divers, puisqu'on y comptait entre autres, à titre de délégués, le père Cardonnel\* (dominicain), Robert Andrei docteur et membre du comité français, des marxistes-léninistes et, à titre d'observateurs, Mr Edmond Jouve\*, universitaire et membre de la commission internationale du PS, Mr René Vila et Mme Joëlle Kem pour l'association France-Cambodge, Mr Khieu Nin\*, membre d'une association de Khmers nationalistes (proche du prince Siha-

nouk), Mr Pradith Vongbandith\*, membre du comité pour l'indépendance du Laos etc... Mr Charles Tillon, ancien dirigeant des résistants FTP contre les nazis, avait envoyé un message à la conférence\*. De nombreux messages ont été lus, provenant de personnalités universitaires, politiques ou artistiques connues, comme la chanteuse pacifiste américaine Joan Baez\*, l'écrivain suédois Myrdal\*, l'universitaire américain, George Hildebrand, un représentant du Pan African Congress d'Azanie (PAC), un membre du gouvernement de Québec : Mr Pierre Forcier, un député du PS portugais : Mr Joao Gomes, un ex-député de l'Union Démocratique Populaire (UDP) du Portugal : Mr Acacio Barreiros, 2 sénateurs du Parti Chrétien-Démocrate italien, les Jeunes Conservateurs Britanniques, etc...

Différentes commissions de travail ont approfondi plusieurs questions : la situation en Asie du Sud-Est, les tâches du mouvement d'indépendance, les causes de la famine et le soutien humanitaire, etc... Des opinions différentes se sont exprimées au cours des débats (par exemple sur les événements antérieurs au Cambodge de 1975 à 1978, sur le type et le mode de soutien du peuple cambodgien, à l'heure actuelle, sur la représentativité du gouvernement du Kampuchéa démocratique, sur la possibilité de soutenir aussi d'autres forces qui luttent contre l'invasion vietnamienne). Mais l'unanimité était de règle pour réclamer le retrait immédiat des troupes vietnamiennes et le droit pour le peuple cambodgien de choisir librement ses représentants.

Enfin, tous les délégués ont exprimé leur souci de

D'autre part, ce week-end, ce sont 250 délégués, venus de 31 pays, qui se réunissaient à Stockholm pour une conférence mondiale de soutien au Cambodge contre l'agression vietnamienne.

poursuivre le travail commencé à Stockholm et d'unir, en un seul courant, tous les hommes pour qui le mot indépendance a un sens.

Claude LIRIA

\*Nous publierons ultérieurement les messages, interventions ou interviews de ces différentes personnes, réalisés au cours de la conférence.

## RESOLUTION GENERALE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE KAMPUCHEA DES 1 et 18 NOVEMBRE 1979 A STOCKHOLM

La conférence internationale sur le Kampuchéa à Stockholm, unie d'un commun accord :

**condamne vigoureusement l'occupation brutale du Kampuchéa par le Vietnam.**

**demande le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les troupes étrangères, vietnamiennes et autres, qui se trouvent sur la terre du Kampuchéa, ainsi que le retrait de tous les colons vietnamiens implantés au Kampuchéa par le Vietnam depuis l'invasion.**

**salue chaleureusement la décision de l'Assemblée générale des Nations-Unies du 21 septembre de maintenir le siège du Kampuchéa démocratique et la résolution adoptée le 14 novembre demandant le retrait de toutes les troupes étrangères au Kampuchéa.**

**exige qu'il soit permis au peuple du Kampuchéa d'exercer son droit à l'autodétermination, libre de toute ingérence étrangère, subversion ou contrainte. C'est seulement dans un Kampuchéa véritablement indépendant, après le retrait total vietnamien, que le peuple du Kampuchéa pourra librement décider de son système politique et social et ses institutions.**

**fait appel à tous ceux qui prennent part à cette déclaration pour qu'ils se joignent à nous afin de mobiliser en une seule force ceux qui partent dans le monde croient en la paix, l'indépendance et la justice, force qui appuiera le peuple du Kampuchéa dans sa juste lutte contre l'agression et l'invasion du Vietnam et qui ne se reposera que lorsque le dernier soldat vietnamien aura quitté le Kampuchéa et que l'indépendance du peuple et de la nation du Kampuchéa sera à nouveau garantie.**

## RESOLUTION SUR L'ORGANISATION D'AIDE HUMANITAIRE POUR LE PEUPLE DU KAMPUCHEA

«La conférence internationale sur le Kampuchéa à Stockholm décide de prendre des mesures immédiates pour contribuer aux efforts humanitaires du monde entier, afin de fournir de la nourriture et des médicaments aux malades et aux affamés du Kampuchéa, victime de la guerre de génocide menée par le Vietnam.

En particulier, nous permettons de récolter de l'argent, des médicaments et de la nourriture pour la Croix Rouge du Kampuchéa démocratique qui travaille maintenant d'arrache-pied pour sauver les vies de plusieurs millions de kampuchéens souffrant de la malaria, de la dysenterie, d'une sous-alimentation et de la famine.

La Croix-Rouge du Kampuchéa peut assurer que les provisions si indispensables atteindront véritablement ceux qui souffrent. Nous faisons appel à tous ceux qui ont à cœur la vie humaine, à tous ceux qui sont touchés par la situation tragique du Kampuchéa, et à tous ceux qui désirent apporter leur contribution au sauvetage du peuple du Kampuchéa, de soutenir dans ce but une campagne internationale de grande ampleur»

Une troisième résolution a adopté le principe de mettre sur pied une sorte de secrétariat international pour coordonner les activités des différents pays.

NB : l'autonomie des comités est réaffirmée, les résolutions pouvant être modulées dans leur application selon les conditions concrètes de chaque pays.

## XIIème CONGRES DU PC ROUMAIN

### Réaffirmation d'une politique d'indépendance

C'est en présence de 2656 délégués, représentant 39 districts et de 154 délégations étrangères représentant 102 pays, que s'est ouvert lundi, le XII<sup>e</sup> congrès du PC roumain. Pour la première fois depuis 1966, une délégation chinoise assiste au congrès d'un parti étranger, en effet, le PCC est représenté par Ulanhu, membre du comité central. Dans son rapport, le président Ceaucescu a souligné la nécessité de développer l'économie afin de faire de la Roumanie d'ici 1985 un pays « à développement moyen ». Dans le domaine de la défense, il a rappelé la position défendue par la Roumanie, à la dernière réunion du pacte de Varsovie, qui est de refuser que celui-ci accroisse ses dépenses militaires. Le président roumain s'est déclaré prêt à faire face à ses obligations de membre du pacte de Varsovie, uniquement en cas de « défense contre une agression impérialiste ». Il a salué les conversations qui se déroulent actuellement entre la Chine et l'URSS et a souhaité que la Chine et le Vietnam règlent leur différend par la voix de la négociation.

### Iran : l'URSS menace d'intervenir en cas d'attaque américaine

L'IRAN a annoncé que les otages qui sont toujours détenus à l'ambassade seront jugés pour espionnage. Carter a déclaré qu'il tenait le gouvernement iranien pour « responsable de la libération immédiate et de la sécurité » des diplomates encore détenus. De son côté, le ministre soviétique des affaires étrangères, Gromyko, a déclaré à la suite de la réunion du Conseil de sécurité américain : « L'Union Soviétique ne tolérera pas une attaque militaire américaine contre l'Iran ».

### Les réserves de pétrole soviétique

LES Russes disposent de réserves telles qu'ils ne sauraient les utiliser entièrement avant la fin du siècle », estime un rapport publié lundi en Suède par l'organisation suédoise Pétrostudies. Elles sont deux fois supérieures à toutes les estimations occidentales antérieures. C'est également une confirmation que l'URSS, avec 590 millions de tonnes de brut par an, est le principal producteur mondial. Leurs réserves seraient en effet de quatre fois supérieures à celles des USA et de 25 % à celles de l'Arabie saoudite qui a la deuxième réserve mondiale. Pétrostudies affirme que l'URSS a « systématiquement et consciemment minimisé depuis 1961 » l'importance de ses réserves. Pour avancer cela, cette organisation se fonde sur l'exploitation systématique pendant deux ans de toutes les informations d'origine soviétique ayant trait au pétrole, au gaz et autres industries concernées depuis vingt ans.

Si ce rapport est exact, il n'est pas question que l'URSS ait besoin de faire appel à la production de l'OPEP, comme l'avait indiqué la CIA. Elle peut ainsi se tenir à l'abri d'un éventuel blocus des pays producteurs et mener son jeu personnel. D'ailleurs, elle s'approprierait à augmenter ses exportations vers l'Occident.

Quel que soit le tarif, cela lui assurerait des rentrées en devises dont elle a besoin et probablement elle ravirait aux pays de l'OPEP une partie de leurs marchés, se posant alors en concurrent.

Mais le plus important, n'est-ce pas que l'énergie est une donnée stratégique. Or, se suffisant à elle-même, l'URSS n'est pas dépendante du marché mondial. D'autre part, elle peut aggraver les contradictions entre producteurs et consommateurs et se servir de sa position pour faire pression sur les pays occidentaux qui, eux, sont totalement dépendants en la matière. Il ne faut pas oublier qu'une des raisons fondamentales de la crise mondiale actuelle, c'est précisément la rivalité des deux superpuissances.

### Laos : l'occupation vietnamienne fait fuir 300 Laotiens par mois

Le gouvernement pro-vietnamien du Laos tente de remédier au départ massif de la population vers la Thaïlande en enrôlant de force les jeunes gens. Cependant, les désertions se multiplient et les sentiments antivietnamiens se multiplient dans l'armée laotienne, à tel point que les autorités vietnamiennes ne permettent aux troupes laotiennes que de constituer des bataillons, mais pas des divisions. A tous les niveaux, l'appareil d'Etat est solidement encadré par les conseillers vietnamiens, chaque ministère est contrôlé par une quinzaine d'entre eux. D'autre part, l'armée, l'éducation, la police, les transports, sont « assistés » par un millier d'experts soviétiques.

JOURNEE NATIONALE D'ACTION CGT-CFDT  
DANS LES SERVICES FINANCIERS DES PTT

# Automatisation, phase II ... Au mépris des hommes

Sur la lancée de la journée nationale d'action interconfédérale du 25 octobre dernier, la CGT et la CFDT organisaient ce jeudi 22 novembre, une journée nationale de grève dans les services financiers des PTT, secteur regroupant, à côté des centres de chèques postaux, les caisses nationales d'Épargne (CNE) et les centres de contrôle des Mandats (CCM).

service des travailleurs qui forment la majorité des services financiers et qui, après une journée de travail (amplitude de 12 H pour certaines) doivent affronter une autre journée et n'ont plus de temps pour vivre ».

salaires prend ici tout son sens. Déjà, il y a eu des avancées significatives : les travailleuses ont gagné en avril dernier les 38 H 30, au lieu de 40 H par la grève à 100 %. Et bien entendu, il y a les autres revendications comme la retraite à 55 ans pour tous et toutes et l'augmentation des effectifs des titulaires. Quand on pense que les PTT sur le Nord ont perdu 6 % de leurs effectifs, soit 700 emplois depuis 1973 ! Aujourd'hui, CGT et CFDT réclament 2 400 emplois supplémentaires : à bien des égards, il semble que le problème de l'emploi soit en train de passer au 1er plan des préoccupations des travailleuses des services financiers des PTT.

L'administration de son côté, manifeste son mépris des travailleuses : « On passe au-dessus de nous, on ne consulte plus le personnel, de plus en plus, partout c'est la répression. On n'entend parler que de discipline du travail. Au pif, il faudrait que l'on soit occupé à 95 %, on n'a même plus le temps d'aller aux WC. »

Sans compter les contrôles de congés de maladies, les horaires adaptés « aux besoins du service », les sanctions sur la notation... On le dit : à l'horizon 82-83, la deuxième phase de la modernisation des services financiers, fondée sur l'introduction de la télématique doit être achevée ! Mais à quel prix ? Les travailleurs qui ne refusent pas le progrès ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

Rémi DAINVILLE.

## BUDGET 80

### « A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire »

Le vote du budget 80 s'est donc conclu comme on l'attendait : c'est-à-dire qu'il n'a pas eu lieu. Un gouvernement formellement minoritaire a pu, grâce aux trésors procéduriers, dont sont riches les institutions de la cinquième République, imposer un budget que l'opposition rejette et qu'une partie de la majorité se refuse à voter. Les différentes motions de censure déposées n'ont pu recevoir les 246 voix requises pour faire tomber le gouvernement. Bien que finalement, les parlementaires du PCF et du PS aient cumulé leurs voix sur les textes déposés par les uns et les autres, l'opposition n'apparut pas plus unie que ne l'est la majorité.

« Nous vous censurons, déclarait Mitterrand à l'adresse de Barre, parce que vous n'êtes pas en état, quels que soient vos mérites personnels, de rassembler les énergies. (...) Nous vous censurons parce que vous n'êtes pas en état de parler haut pour la France au nom d'un peuple uni ».

Mitterrand avait auparavant consacré quelques phrases pour parler de l'Iran dans un style qui ne fait pas injure à son passé colonialiste : « Je n'ai pas entendu le cri de la France s'élever pour dire que nous n'étions pas prêts à échanger quel-

ques barils de pétrole contre la dignité d'un homme ».

Ballanger déclara au nom du groupe PCF que le gouvernement avait été conduit à engager sa responsabilité « non pas du fait d'un désaccord de fond de sa majorité avec sa politique mais bien parce que la responsabilité de celle-ci est lourde à porter et que le RPR voudrait bien la décliner » et il dénonça la démagogie ridicule à laquelle se livre le Parti de Chirac.

Du côté du RPR, on réitéra les critiques contre une politique économique qui ne convient pas à la France, non pas à cause de son caractère antipopulaire, mais à cause de son manque de rigueur.

Mais le discours antigouvernemental du RPR (soit dit en passant, pas moins de onze ministres et secrétaires d'Etat, dont le ministre des finances, associés à la mise au point du budget appartiennent au gouvernement Barre) pouvait se développer sans aucun risque ni pour lui ni pour le gouvernement. En effet, comme l'avait rappelé le président du groupe chiracien : « Le RPR ne s'estime pas fondé à tenter d'imposer par la voie parlementaire un gouvernement et une politique dont le président de la République ne voudrait pas. »

COMME dans les centres de tri, la modernisation prend ici des allures de train d'enfer. Certes, les chèques connaissent l'ordinateur depuis près de 20 ans, depuis 1962 pour être précis. Ce mouvement a été progressif mais ses effets ont porté gravement atteinte aux conditions de travail et à l'emploi des postiers : à Lille, les chèques postaux comptaient 2 400 personnes et, avec la mise en place des terminaux et le processus d'automatisation en 1974, les effectifs ont dégringolé lentement mais sûrement à 1 600.

#### DE NOUVEAUX MAUVAIS COUPS

Cette hémorragie est-elle jugulée ? Malheureusement trop d'indices laissent penser que l'avenir réserve d'autres mauvais coups : la gestion des CCP va échapper aux centres pour se trouver atomisée à travers les bureaux de poste qui vont se trouver équipés de terminaux financiers. L'emploi subira ainsi de sérieux assauts. A côté, il y a les CCM. En l'occurrence, pour le Nord, celui d'Arras qui est l'un des trois plus importants de France avec Limoges et Lyon. L'administration veut faire supprimer le trafic des mandats et développer la lecture par tube optique. Résultat : 120 suppressions d'emplois que la direction s'efforcera de faire passer en douceur (si l'on peut dire, car question répression, à Arras, ils ont bien mérité de M. Ségard, par des mises à la retraite et des mutations). A terme, le centre est liquidé.

#### TRAVAILLEUSES

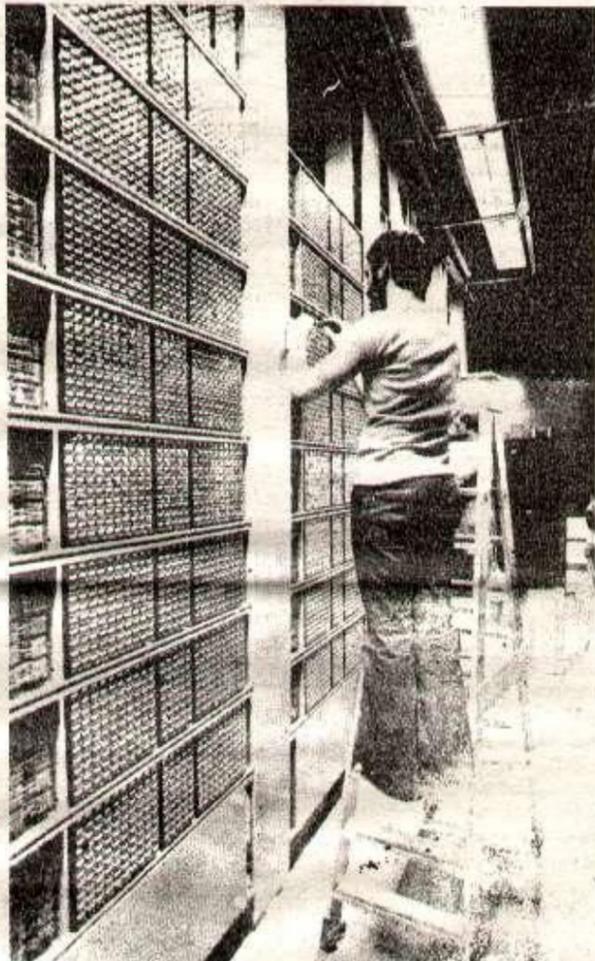
A Lille, la nouvelle phase d'automatisation va entraîner la fusion de la Caisse nationale d'Épargne et des CCP. La télématique fait une entrée, entièrement asservie aux objectifs de rentabilisation et de profits. Résultat : d'ici 1983, 30 à 40 % du personnel sera supprimé. Les effectifs chutent de 243 à 120. Là encore, comme pour les centres de tri, l'administration veut mettre les bouchées doubles et, dès le 1er janvier 1980, des remaniements de service auront lieu. Les chèques, les CNE : le personnel est presque exclusivement féminin (à l'exclusion de l'encadrement...).

#### REVENDIQUER LES 35 HEURES

La modernisation, me déclare la secrétaire de la

section CFDT de la CNE « n'est sûrement pas au

Alors oui, c'est sûr, la revendication des 35 H en 5 jours sans diminution de



### 2 ANS APRES LA PREMIERE RENCONTRE ISRAELO-EGYPTIENNE

#### Le processus de paix séparée est dans l'impasse

L'ABSENCE de Begin et de Carter, pourtant invités par Sadate à la cérémonie marquant le deuxième anniversaire de sa visite à Jérusalem, pour symbolique qu'elle soit, n'en est pas moins significative de l'impasse où se trouve le processus de paix séparée. L'Egypte reprend possession du Sinai, mais dans les autres territoires occupés depuis 1967, Israël est bien décidée à maintenir sa domination par tous les moyens comme l'indique la décision d'expulser le maire de Naplouse.

La voix suivie par Sadate, de négocier sur le dos des Palestiniens, n'a rien résolu. Ceci est confirmé chaque jour par les manifestations des populations arabes des territoires occupés contre l'occupation sioniste et ses méfaits. Malgré l'état de siège et de nombreuses arrestations, étudiants et commerçants palestiniens poursuivent leur grève pour obtenir la libération du maire de Naplouse. Tandis que Sadate, pratiquement seul fêtait les résultats de paix séparée, à Jérusalem, des bombes explosaient pour rappeler l'existence du peuple palestinien et ses droits à recouvrer sa terre.

## ARGENTEUIL

### Le chantier meurtrier évacué

Sylvie, une jeune lycéenne d'Argenteuil a été tuée sur le coup lundi 19 novembre au matin par la chute de deux énormes plaques de coffrage métallique. Les deux mille élèves devaient tous les jours traverser un chantier ouvert dans la rue Victor Puiseux pour se rendre dans quatre établissements scolaires situés dans cette rue. Le lycée technique et le lycée d'enseignement pratique Georges Braque, une école maternelle et le CES Carnot.

Les travaux duraient depuis 15 jours. Vendredi, une délégation de parents d'élèves s'était rendue à la mairie pour protester contre ce chantier. A la suite de cette délégation les services de la mairie ont effectué une démarche auprès de l'entrepreneur pour exiger que des mesures de sécurité soient prises. Sur cette promesse, les services communaux sont repartis.

Lundi matin à 8 h 30, Sylvie était tuée dans les conditions que l'on sait. Il y a quatre responsables dans cet accident. L'entreprise : il n'y avait pas de guide à terre pour l'engin (une pelle-teuse), l'élève aurait dû être arrêtée par quelqu'un au bout de la rue, au moment où la pelle-teuse manœuvrait. (Il apparaît qu'il n'existe plus de comité hygiène et sécurité dans l'entreprise).

Les pouvoirs publics : la mairie d'Argenteuil et la direction départementale de l'équipement, responsables des travaux et responsables de la sécurité sur le chantier. La mairie n'a pas fait d'enquête auprès de l'entreprise à propos de la sécurité.

Le 4e responsable est la police qui n'a pas répondu à la demande de la mairie pour bloquer la circulation des piétons.

Sur le fond de l'affaire, ce n'est pas la fausse manœuvre de l'ouvrier conducteur d'engin qui est en cause, mais le profit qui a

amené la négligence des conditions de sécurité.

Dans les journées de lundi et mardi, les cours n'ont pas eu lieu au lycée technique et au LEP. Plusieurs délégations se sont rendues chez le maire, le sous-préfet et au commissariat. Après une réunion avec le maire, lundi soir à 17 heures deux cents manifestants, élèves, parents d'élèves, professeurs de tous les établissements scolaires sont allés exiger la libération de l'ouvrier conducteur d'engin emprisonné. Au bout d'une heure, ce dernier était libéré.

Une manifestation a eu lieu mardi 20 novembre à 14 heures devant le siège de l'entreprise de travaux publics à Argenteuil pour exiger l'évacuation du chantier et que les trous soient comblés. A la suite de ces manifestations, le chantier a été fermé. La plus grande vigilance s'impose pour qu'il soit effectivement évacué et que la rue soit remise en état.

Léon CLADEL

## Plus d'amiante dans le métro ?

**L'**AMIANTE dans le métro. Il y a trois ans, le collectif intersyndical sécurité (CFDT-CGT-FEN) du Centre universitaire de Jussieu publiait un dossier sur la présence d'amiante dans le métro, présence qui exposait à des risques potentiels les employés de la RATP et les usagers. Ces problèmes liés à l'amiante avaient été soulevés par les syndicats au comité d'entreprise de la RATP au printemps 1976.

Les dangers de l'amiante sont en effet redoutables : cancérigène, l'amiante peut déclencher l'« abestose » (ou cancer de l'amiante), et cela après plusieurs années.

Elle est utilisée fréquemment dans le bâtiment comme isolant. Certains postes de redressement (pour redresser le courant alternatif en continu afin d'alimenter le métro pour la marche des rames). Le système de ventilation était entièrement floqué : le puits d'aspiration et la boîte à l'amosite, les parois du poste à la crocidolite (fibre plus cancérigène que les autres fibres d'amiante).

De même pour les postes haute-tension : celui du Père Lachaise recelait des installations entièrement floquées à la crocidolite. De plus, le flochage datait de 1963 et était très détérioré.

Les postes de ventilation situés dans les tunnels du métro étaient également

recouverts d'amiante floquée. Un procédé de flochage pour insonoriser des voies a été pratiqué en 1967 dans certaines stations ainsi que sur de nouvelles lignes mises en service depuis. Des poussières sont soulevées par le passage des trains et donc respirées par les voyageurs sur les quais.

Voici ce qu'indiquait le collectif de Jussieu.

La bagarre pour des mesures de sécurité, pour le remplacement de l'amiante commença. Pendant longtemps, la direction de la RATP a fait la sourde oreille aux revendications des travailleurs : « Il n'y a pas de risque », prétendait-elle, et estimait « trop chères » les mesures de remplacement. Quelques mois plus tard, elle était obligée de reconnaître que « les considérations financières ne sauraient faire obstacle à l'exécution des travaux qui s'avèrent indispensables ». Et pour cause !

A la RATP, après la découverte début 1979 de l'amiante sur les machines « Z », équipant la ligne de Sceaux, les agents chargés de l'entretien des machines s'opposèrent à cette présence. Ils pratiquèrent la grève du zèle, refusant d'intervenir sur les parties dangereuses des machines.

La direction de la RATP a cédé : l'amiante sera éliminée.

QDP-HR  
Michel BERTE

## RADIO-ALSTHOM BELFORT

# Une radio de lutte

La grève de l'Alsthom à Belfort, c'est aussi un événement sur les ondes. En effet, vers le 15 octobre, Radio-Alsthom est née, fille du conflit, et immédiatement elle a eu l'adhésion, l'affection même, de toute la population belfortaine. Aujourd'hui, elle fait partie de la vie locale. En témoignent les quelques 2 000 coups de téléphone, reçus en une journée, lors du premier brouillage, ces jours-ci, après un mois d'émission.

**A**LORS qu'est-ce que c'est que Radio-Alsthom ? « Avant tout une radio de lutte », me répond l'équipe presque au complet réunie autour de moi. Une radio de lutte née dans la lutte. Et radio-Alsthom a une marraine, une radio libre belfortaine, Radio-Onde rouge.

C'est en effet l'équipe de ROR, venue à l'Alsthom au début du conflit, qui a lancé l'idée qu'une radio de grève serait bien utile. Après près de trois semaines de lutte, devant le mur du silence des médias, l'idée fait son chemin parmi les grévistes.

### UNE ÉQUIPE NÉE DANS LA LUTTE

Une équipe se constitue sur la conscience de l'importance de cette forme de propagande, et très vite, elle reflète ce qu'est l'Alsthom en lutte : s'y côtoient syndiqués de tous les syndicats, non-syndiqués aussi, travailleurs de diverses catégories.

ROR continue son parrainage en prêtant le matériel et donnant la formation technique, et l'équipe se met au travail. « Nous ne sommes pas des professionnels », me disent-ils, mais on se débrouille et nos auditeurs ne nous demandent pas un travail de professionnels. J'assiste à l'émission, et je trouve que l'équipe est bien rodée. « On nous critique sur des questions annexes souvent, notre

programme musical par exemple, parce qu'on n'y fait pas suffisamment attention ».

### LA CARTE BLANCHE DE L'INTER

« Quand on aborde les problèmes de fond, les liens avec l'intersyndicale, les liens avec la lutte, les fronts se font plus sérieux. D'abord, ils sont unanimes : « Nous ne sommes pas une commission de l'intersyndicale, ni une radio pirate, ni une radio-libre, mais une radio de lutte. Nous avons créé la radio avec notre individualité propre, et l'intersyndicale nous fait confiance. Nous essayons de coller le plus possible avec elle. Mais nous avons carte blanche ».

### « NOUS SOMMES PARTIE PRENANTE DE LA LUTTE »

Et la radio, avec ses caractéristiques propres, est partie prenante du conflit. « Nous prenons position, nous appelons aux actions, aux votes, aux manifs...

Nous nous sommes rendus compte que nous avons une énorme influence, et donc une très grande responsabilité sur l'avenir du conflit ».

Cette influence est au centre des préoccupations des « radio lutteurs » de Belfort. « Nous avons comme perspective l'efficacité de l'action dans le conflit. Nous voulons montrer l'unité dans la lutte ». C'est pourquoi c'est souvent le point de vue de l'intersyndicale, ou des syndicats qui est exprimé sur Radio-Alsthom. Mais la radio essaie aussi d'être le reflet des idées des travailleurs en grève, des piquets de grève en particulier. « Nous donnons la parole, mais à condition que cela renforce la grève. Car nous sommes partie prenante du conflit ».

Une partie prenante oui. Et qui lui apporte beaucoup. Car écouter radio-Alsthom à Belfort, c'est être au cœur de la lutte, c'est presque être mobilisé... et au moins mobilisable, 24 heures sur 24 ! Le monopole de France-Inter serait-il menacé ?  
Claire MASSON

## PROLÉTARIAT

VA PARAÎTRE  
PASSEZ VOS COMMANDES.  
ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 1 an ..... 52 F  
Abonnement de soutien ..... 80 F  
Abonnement 1 an + 4 numéros précédents... 70 F

Chèque bancaire à l'ordre de  
PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de  
PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLÉTARIAT BP 320  
13213 Marseille Cédex 1

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N° .....  
Je souscris à l'offre spéciale 1 abonnement  
+ 4 numéros précédents (\*).  
Je verse la somme de .....

NOM .....

ADRESSE (écrire en capitale) .....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

\* Rayer la mention inutile.



Piquet de grève à l'Alsthom-Belfort.

### ALSTHOM-ST-OUEN

## La grève totale continue

**L**UNDI 19 et mardi 20 novembre, les piquets de grève ont empêché que tout matériel n'entre ou ne sorte. Il n'y a pas de production qui sorte. La direction a rencontré les syndicats mardi 20 à 15 heures, déclarant que la réunion n'était qu'exploratoire. Elle n'a rien donné de précis, sinon que la direction s'est engagée à donner ce mercredi, dans une réunion qui aura lieu dans l'après-midi, quelque chose (sans préciser davantage) sur les rémunérations (c'est-à-dire, soit sur les 300 F, soit sur les 13e mois, soit sur la prime de transport) et une réduction d'une demi-heure du temps de travail, ou bien trois ponts payés à partir de 1980.

Propositions dérisoires. Les syndicats proposent de

continuer la grève totale. La direction a mis en place des nervis dans l'usine qui gardent l'usine la nuit et les renseignements généraux ont sans cesse des rondes en voiture dans la journée. Le commissaire de police est venu mardi 20 dans l'après-midi demander pourquoi il y avait des piquets de grève. Les travailleurs ont répondu : « Pour empêcher la sortie du matériel ». En même temps, les travailleurs ont demandé pourquoi les CRS n'interviennent pas pour forcer la direction à donner les fiches de paye du mois d'octobre, ou pour la forcer à tenir la réunion mensuelle légale avec les délégués du personnel. Le commissaire a été évasif dans sa réponse.

Correspondant

### ALSTHOM-BELFORT

## Les recommandations de Matteoli

**L**A phase des propositions a commencé pour les grévistes de l'Alsthom. Des rencontres « exploratoires » ont eu lieu mardi après-midi dans les trois usines de Saint-Ouen. Tard dans la nuit, le ministre du travail, Matteoli, a fait connaître ses recommandations pour l'usine de Belfort. Elles portent sur trois points : pas de salaire inférieur à 2 650 F, le 13e mois en 1982 et quatre jours d'ancienneté pour 30 ans de présence à l'entreprise. Nous sommes donc bien loin des revendications des travailleurs qui réclament le réalignement de leurs salaires sur ceux de la région parisienne (entre 20 et 30% supérieurs) le 13e mois, des jours de

congrès d'ancienneté à partir de 3 ans, des jours de congés pour garde d'enfant malade et une demi-heure de réduction d'horaire pour les travailleurs en équipe.

On attend pour mercredi la réaction de la direction sur les recommandations du ministre, puis celle des travailleurs qui seront appelés à un vote. Pour l'instant, l'intersyndicale reste prudente : Lacaille (CGT) remarque qu'« il n'y a rien sur la question importante de la dignité des hommes » et Evelynne Peugeot (CFDT) se déclare déçue parce que « les propositions sont disproportionnées avec la durée d'un conflit qui dure depuis 56 jours maintenant ».

# Comment fonctionnent les centres d'interruption volontaire de grossesse ?

La loi qui sera ou ne sera pas reconduite le 27 novembre à l'Assemblée nationale pose le problème suivant : oui ou non tous les moyens seront-ils mis en place pour qu'effectivement le droit à l'avortement et à la contraception existe ? Poser ce problème de fond, c'est aussi poser le problème des moyens, par exemple l'existence et le fonctionnement des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG). Nos camarades de Tours ont interviewé des membres du personnel du CIVG de Tours, interview à travers laquelle on perçoit avec acuité les problèmes d'accueil, les modalités techniques, psychologiques, médicales, administratives de l'avortement, le flou des statuts qui régissent ces centres, les luttes à mener pour que sexualité, contraception et avortement soient considérés dans leur contexte global.

Q : Quelle est la situation dans la région ?

Il existe des CIVG dans les villes suivantes : Blois, nous avons aidé à la création, Angers, Le Mans, Poitiers, Chartres (qui n'accepte que les femmes de la ville).

Q : Et Orléans ?

Probable, mais ce n'est pas sûr.

Q : Tours est-il un gros centre ?

Il semble, d'après les statistiques connues aux entretiens de Bichat, à Tours 5 000 avortements en trois ans et trois mois.

Q : Quels problèmes avez-vous rencontrés ?

Des problèmes locaux. Nous nous sommes battus avec la CFDT pour un agrandissement, que nous avons obtenu. C'est une mince victoire, c'est encore trop petit. Le nombre d'avortements reste stable mais il y a de plus en plus de consultations de contraception.

Q : Est-ce dans le statut de la loi ?

Oui, nous avons toujours dit que nous voulions faire de la contraception, pas seulement des avortements. Nous espérons que la nouvelle loi précisera que nous sommes aussi un centre de contraception. Nous voulons parler aussi des problèmes de sexualité des femmes.

Q : Vous ne pouvez pas faire d'anesthésie générale aujourd'hui à cause des locaux ?

En 1975, le chef de service d'anesthésiologie s'est bien proposé mais c'est difficile de s'insérer dans leur programme opératoire. De plus, il y a un problème de lits. Il faudrait un service d'hospitalisation : or, nous ne sommes qu'un service de jour.

## PAS DE PERSONNEL IMPOSE

Q : Quelle est la composition du personnel du CIVG ?

Un chef de service qui ne pratique pas, avec qui les

rapports sont bons, qui soutient et défend l'équipe.

Trois aides-soignantes, un agent de service hospitalier, une infirmière, dix médecins qui assurent chacun une à six des trente vacations hebdomadaires payées 117 F pour trois heures et demie\*, ce qui explique en partie le peu de candidats.

Nous voudrions que, malgré nos bons rapports dans l'équipe, ce ne soit pas le chef de service — qui ne pratique pas — qui nous représente auprès de l'administration, de la commission médicale consultative, mais un membre de l'équipe. Nous n'avons pas de statut. Tous les CIVG fonctionnent sans statut. Ils voudraient une sorte d'autonomie d'organisation, de fonctionnement. Ce n'est pas très précis encore. Les centres anticancéreux, les centres de transfusion sanguine ont un statut autonome au sein des hôpitaux, mais pas les CIVG.

Nous voudrions aussi que le personnel ne soit pas imposé, mais volontaire. Des personnes non volontaires risquent de subir leur poste et cela nuit à la qualité de l'accueil. Lors d'un conflit récent, nous avons réagi, une infirmière a été nommée en violation de ce principe.

Q : Pourquoi les femmes viennent-elles se faire avorter ?

Cela les regarde. Il n'y a pas de cadre. Il n'y a pas de bonnes et mauvaises motivations. Il y a souvent

des détresses profondes. Ce sont des femmes « normales », sans profil particulier. Les raisons financières semblent avoir un certain rôle : un enfant de plus pour beaucoup, c'est la « misère ».

Q : Pour la nouvelle loi, que demandez-vous ?

Nos revendications sont assez proches de celles des groupes femmes et des collectifs, mais surtout :

- La dépénalisation de la loi ;
- Le statut des CIVG ;
- Le remboursement, la gratuité ;
- Le problème de l'accueil sur lequel nous insistons nous fais passer pour des originaux, mais d'autres services d'accueil devraient être revus.

Q : Les CIVG sont-ils bien adaptés aux besoins ?

Oui et non, il faudrait des centres légers, plus près des femmes, dans des dispensaires par exemple, ils traiteraient des grossesses avancées. Cela serait possible, en effet : ils pratiquent bien des urographies intra-veineuses qui sont des actes plus lourds, plus dangereux. Il faudrait des centres intervenant pour les grossesses plus avancées, des centres pouvant traiter les grossesses de plus de douze semaines.

\* Moins de 34 F de l'heure.

Propos recueillis par des camarades de Tours

— TABLEAU 1979 POUR LE CIVG DE TOURS —

Mois	IVG	Dont mineures	Consultations pour contraception
Janvier	147	6	64
Février	132	9	42
Mars	126	9	40
Avril	106	11	42
Mai	147	8	60
Juin	—	4	78
Juillet	—	8	75

Ce sont surtout les départements frontaliers du Sud qui sont confrontés au problème des immigrées : Italie, Espagne. En ce qui concerne les mineures, elles arrivent généralement à obtenir l'autorisation parentale. Nous les aidons à oser aborder le problème avec les parents, la mère.

## QUELLES SONT LES FORMALITES LORS D'UNE IVG ?

Dans les CIVG doivent être remplies les fiches statistiques :

- Lieu d'habitation ;
- Profession ;
- Profession du conjoint ;
- Age ;
- Département de naissance ;
- Nombre d'enfants ;
- Nombre de fausses couches ;
- Date des dernières règles ;
- Date et méthode de l'IVG (chez nous la méthode de Karmann) ;

On demande le numéro de sécurité sociale. Le règlement (445 F) peut se faire en espèces pour préserver l'anonymat mais certaines femmes usent de chèques.

## COMMENT ÇA SE PASSE POUR UNE FEMME QUI VEUT SE FAIRE AVORTER ?

Elle vient. Au secrétariat on lui demande la date de ses dernières règles. Un rendez-vous lui est fixé avec un médecin dans les jours suivants. C'est la première consultation, entretien, examens médicaux, information sur la contraception, sur l'avortement. Elle doit avoir un entretien obligatoire avec une assistante sociale ou une conseillère conjugale du Planning familial avec qui nous travaillons.

La semaine suivante, elle rapporte un certificat d'entretien. Le jour prévu pour l'intervention, elle vient à jeun. Elle reçoit assez souvent une prémédication de tranquillisants analgésiques et attend environ une demi-heure. L'intervention dure 20 minutes environ. C'est la méthode Karmann. Puis elle se repose avec d'autres femmes dans une chambre de quatre lits. Elles mangent. Elles sont revues par le médecin et elles partent. Il y a des interventions tous les jours, chaque matin sauf le samedi et le dimanche, jours de fermeture du centre, et on début d'après-midi avant trois heures. Lors de l'intervention, outre le médecin, il y a une aide-soignante ou l'infirmière qui aide la femme à respirer, qui la rassure. Si la femme désire la présence d'une personne proche (sœur, compagnon, mère), on accepte sa présence. La première consultation est une exigence des médecins du CIVG, même si le médecin traitant a vu la femme. Cela permet à l'IVG de se dérouler dans de meilleures conditions.

## Echos pour du 24 novembre la manifestation

### DIJON

Trois cents personnes ont participé vendredi 9 novembre au Théâtre-Forum organisé par le Collectif contraception-avortement de Dijon. Le Théâtre de l'opprimé, troupe amateur de Dijon a tout d'abord joué une saynète de 20 minutes décrivant l'oppression que subit une mineure de 17 ans qui veut avorter : oppression de la part de ses parents, de la part de médecins qu'elle rencontre, etc. La saynète était alors rejouée et les spectateurs pouvaient à tout moment interrompre le jeu et prendre la place de la mineure pour proposer des solutions à son oppression.

Plusieurs spectatrices montèrent sur scène, mais les solutions qu'elles proposèrent ne furent que des solutions individuelles (adresses pour avorter clandestinement par exemple) car le problème était posé de façon individuelle. Ceci est dommage car un des buts se donne le collectif, c'est d'obtenir que les femmes avortent en toute légalité et dans tous les cas. A l'entrée de la MJC, de nombreux panneaux attiraient l'attention des spectateurs et spectatrices sur la nécessité d'une information réelle sur la contraception et exigeaient que les femmes aient réellement le droit de décider si elles veulent ou non avoir des enfants.

Après cette soirée, le travail du collectif continue, axé sur la préparation de la manifestation du 24 novembre. Un car partira de la place Wilson à 8 h 30. (Inscriptions auprès du Planning familial, 7, rue de Montigny ou auprès des militants).

Correspondante Dijon.

### NANTES

PRES de 1 000 personnes ont défilé samedi 17 novembre dans le centre de Nantes, à l'appel du Collectif unitaire nantais pour le droit à la contraception et l'avortement libre, auquel s'étaient joints différentes organisations politiques et syndicales. Les mots d'ordre « Avortement, contraception libres et remboursés » (certaines femmes demandaient libres et gratuits), « c'est au femmes de décider pas à l'Assemblée », « Les mêmes droits pour toutes, jeunes et étrangères », « A l'hôtel comme au quartier c'est aux femmes de contrôler »... étaient bien repris. Ils montraient la ferme volonté des femmes (et des hommes présents) de se bagarrer sur ce terrain.

Des revendications mises en chansons animaient la manifestation. Rendez-vous était donné à la manifestation nationale et unitaire du 24 novembre à Paris pour la poursuite du mouvement.

### CLERMONT

LE collectif contraception-avortement, composé du Planning familial du Puy-de-Dôme, des groupes femmes, du syndicat départemental des travailleurs de la santé et du secteur social CFDT, MAS, Parti socialiste, Ligue communiste révolutionnaire, Parti communiste révolutionnaire, Parti communiste marxiste-léniniste, appellent à la manifestation du 24, un départ est organisé de Clermont. Pour tous renseignements, s'adresser au Planning familial, 16 rue André Moirier à Clermont.

les femmes n'ont rien à attendre d'une assemblée à majorité réactionnaire  
" on ne mendie pas un juste droit, on se bat pour lui "

## CONTRACEPTION-AVORTEMENT

libres pour les mineures de 17 ans gratuits remboursés par la Sécurité Sociale

le 24 nov. à 14h

# manifestation nationale unitaire

à Paris vers l'assemblée

# Lettre de Peking

SUZANNE BERNARD

PEKIN, LE 3 OCTOBRE

CHERS AMIS ET CAMARADES

Du bureau, je prends la plume pour vous écrire. En face de moi, les toits roses des Editions, le ciel bleuâtre d'automne, et, épinglée au mur, une grande photo en couleur du président Mao avec, à ses côtés, le premier ministre Chou En-lai.

Tout est calme. On entend seulement au loin des rumeurs de la ville... Le calme dans le travail, c'est une des premières choses que j'ai pu observer ici. Nous sommes quatre par bureau, mais chacun sait parfaitement travailler en silence.

On m'avait demandé pour *l'Humanité rouge* un entretien ou un article. J'ai préféré vous écrire une lettre pour communiquer plus simplement et directement avec vous. Voici déjà plus d'un an et demi que je vis et travaille à Pékin. Or, vous le savez, on le dit souvent : plus on vit en Chine, et plus il est difficile d'en parler ! Pourquoi ? Parce que plus on pénètre dans la réalité chinoise, plus elle apparaît multiple, complexe, nuancée, mouvante ! Impossible de brutaliser, de schématiser les choses. En Chine, l'essentiel bouge « par-dessous », il apparaît rarement en surface. Aussi faut-il se méfier des interprétations et des jugements hâtifs.

Je suis arrivée à Pékin avec trente francs en poche et un immense enthousiasme. J'avais fait l'expérience, en société capitaliste, aussi bien de la condition des nantis que de celle des pauvres. Fille de la bourgeoisie, la littérature et l'art m'avaient permis de m'arracher à mon milieu. Après une vie de bohème mouvementée, j'ai alors connu le dénuement, l'angoisse du lendemain, la misère. La politisation est venue peu à peu. D'abord la conscience de la situation de l'artiste dans cette société sans pitié, puis la nécessité de passer « de l'autre côté », du côté du prolétariat révolutionnaire. J'ai été marxiste-léniniste avec la Révolution culturelle chinoise, dès 1966, et j'ai appartenu au Parti marxiste-léniniste à l'heure de sa naissance. Tout cela, je le dis sans complaisance à mon égard, seulement pour que vous compreniez dans quel

état d'esprit je peux vivre aujourd'hui l'expérience — une certaine expérience — de la société chinoise.

Car, ce qui m'apparaît aujourd'hui très important, c'est cela : on reçoit la Chine, on l'interprète selon ce qu'on est, selon ce qu'on en attend. Que de critiques contre la Chine ne sont en réalité que des échecs personnels mal digérés ! Il y a ceux qui viennent ici avec des idées bien arrêtées — ils ont pensé, rêvé à la Chine, au loin, dans des conditions tout à fait différentes —, ils veulent à toute force faire entrer la réalité chinoise dans leur petite « grille ». Et comme cette réalité leur échappe, ils s'en retournent amers et déçus, au nom de la révolution !... En fait, ici, on se rend compte très vite — si l'on est honnête ! — qu'essayer de comprendre la Chine, c'est d'abord faire sauter son propre système de références. La Chine et la France vivent actuellement, du point de vue historique, deux étapes différentes. La Chine a fait la révolution, elle commence l'expérience du socialisme. Nous, nous nous trouvons dans une étape antérieure, l'étape pré-révolutionnaire. Etre un révolutionnaire, en Chine, aujourd'hui, c'est se lancer avec audace et ardeur dans la voie des Quatre Modernisations, c'est-à-dire construire ! Etre un révolutionnaire, chez nous, c'est tenter par tous les moyens d'ébranler, de détruire notre vieille société... Et pourtant, certains (je vois cela ici tous les jours) veulent appliquer à la Chine notre propre système de valeurs...

A la limite, des experts français, habitués à la lutte syndicale, adoptent dans le travail, vis-à-vis des camarades chinois responsables, l'attitude qu'ils auraient en France, face à des patrons ! ... La confusion des valeurs est totale... Il faut le répéter : les réussites et les erreurs de ces trente années de socialisme, la révolution chinoise, le socialisme chinois, ne peuvent être compris que dans le contexte chinois lui-même, c'est-à-dire par rapport à la Chine, à son passé, à ses traditions, à son histoire. (La révolution chinoise n'est pas exportable !) Le fait est frappant quand on vit ici.

## Avec le Parti



BUTIONS... CONTRIBUTIONS... CONT



# Reflexions à propos du programme minimum : sur la question du logement

**C**ET exemple (le logement - NDLR) est pris pour essayer de voir quels sont les éléments nécessaires à analyser pour arriver à l'élaboration d'un programme minimum. Celui-ci, en rassemblant les revendications politiques, culturelles, économiques et sociales essentielles pour les masses populaires, les conduirait à comprendre que c'est bien nous qui défendons leurs intérêts vitaux, immédiats et leurs intérêts à long terme.

Les mesures décrites ci-dessous ne sont pas forcément justes, mais ce genre de réflexion, allié à l'enquête auprès des masses, pourrait nous guider dans une juste détermination des quelques revendications principales qui, dans le programme minimum, détermineraient l'aspiration des masses au changement, à la révolution, au socialisme.

La situation actuelle : dans notre société capitaliste, les travailleurs ne cessent de se battre contre les exploiters pour pouvoir s'assurer ainsi qu'à leur famille un logement convenable. Au 20e siècle, en France, les sciences et les techniques ont atteint un niveau de développement tel qu'il serait très possible de construire des logements et habitations modernes, pratiques, hygiéniques, confortables, solides pour un coût relativement faible. Alors qu'il serait matériellement possible que les travailleurs puissent bénéficier de tels logements sans que cela ampute fortement leurs salaires, une situation anachronique, rétrograde, persiste :

- très nombreux sont les mal-logés en quête d'un logement décent, alors que dans le même temps de nombreux logements restent vides et inoccupés, parce que leurs propriétaires sont des spéculateurs ou exploiters dont le seul but est de s'enrichir sur la misère du peuple.

- nombreux sont les travailleurs qui vivent dans des taudis, ou des logements délabrés, car les loyers exorbitants réclamés pour les logements décents ne leur permettent pas d'y accéder.

- encore plus nombreux sont les travailleurs qui voient un quart, la moitié ou encore une plus grande proportion de leur salaire filer de leur main pour pouvoir disposer d'un logement tout juste décent, pour eux et pour leurs familles, et cela alors que les sociétés immobilières font des profits exorbitants.

Une situation d'un tel anachronisme est intolérable. Elle doit changer. Aussi, dès aujourd'hui, et avant que le régime socialiste soit instauré (régime qui seul permettra à chaque famille de travailler de disposer d'un logement décent pour un prix minimum), nous exigeons :

- que les loyers de tous les appartements soient ramenés à un juste niveau. Selon le type d'appartement, pas de loyer supérieur à une somme comprise entre 5 et 15 % du SMIC.

- droit d'occupation des logements inoccupés depuis plus de six mois par toute personnes cherchant un logement.

- obligation d'entretien des logements par les propriétaires sous peine de cessation de versement de loyer.

- aucune expulsion de locataire, aucune rupture de contrat de location quel qu'en soit le motif

sans accord préalable et écrit du locataire.

Malgré les résultats positifs de telles mesures, il n'en reste pas moins qu'une amélioration profonde et durable dans ce domaine nécessite la mise en place d'un gouvernement populaire, l'instauration du socialisme, et la répression de la minorité d'exploiteurs qui refuseraient de toute évidence d'accepter ces mesures sans essayer de réagir.

Aussi, dès l'instauration de la République populaire, nous proposons :

- que toutes les mesures précédentes soient maintenues,

- que tout refus d'application entraîne immédiatement l'expropriation au profit de l'Etat socialiste (après enquête auprès des masses pour reconnaître d'où proviennent les torts),

- que les locataires, organisés en comités sur leurs quartiers et dans leurs immeubles, veillent à leur application et décident des mesures à mettre en œuvre pour une politique socialiste du logement.

- les propriétaires d'immeubles seront classés en trois catégories :

- 1 - les petits propriétaires habitant leur logement.
- 2 - les petits propriétaires rentiers (revenu inférieur à deux fois le SMIC).
- 3 - les propriétaires rentiers (sociétés immobilières et individus).

Selon l'importance des propriétés immobilières, l'Etat socialiste décidera des immeubles à étatiser (expropriation sans rachat des plus grandes propriétés).

- Tous les propriétaires (exceptés ceux qui seront soumis à l'expropriation) pourront continuer à louer leurs immeubles. Ils seront passibles de l'impôt sur le revenu. S'ils laissent leurs immeubles à l'Etat ou à leurs locataires, ils bénéficieront d'une rente de l'Etat qui, en complétant leurs ressources, leur assurera le SMIC.

- Seuls les descendants directs ou le conjoint d'un propriétaire d'immeuble peuvent hériter. Les taxes d'héritage seront proportionnelles à l'héritage. Elles seront nulles si le descendant fait de l'immeuble son lieu d'habitation.

- Tout locataire ayant une part imposable supérieure au SMIC versera à l'Etat une taxe spéciale d'habitation comme contribution à la politique d'aide au logement (loyer plus taxe égale 5 % à 15 % du salaire) selon le type de logement.

- Des organismes locaux et centraux de l'Etat seront chargés d'assurer la mise en application de cette politique ; ils seront en outre chargés de la gestion des sommes perçues par l'Etat au titre de l'habitat. Ces organismes seront élus et contrôlés par les comités de locataires.

Toutes ces mesures visent à couvrir peu à peu les besoins du peuple en logement. Dans la mesure où la situation s'améliorera grâce à l'effort soutenu des masses populaires pour appliquer la politique du gouvernement et améliorer l'habitat, l'Etat pourra procéder à des réductions correspondantes des loyers.

Aux valeurs marxistes se mêlent souvent des valeurs culturelles traditionnelles (positives), cependant que la lutte contre le féodalisme (dans les esprits) est toujours vivante.

Autre point : le socialisme, en Chine, est une pratique. Et une pratique quotidienne, constante. Ceux qui viennent en Chine avec

des utopies se heurtent de front à la réalité. Le socialisme, ici, n'est pas une utopie. Les mots se sont faits actes. C'est la grande différence avec chez nous, où nous avons tendance à théoriser, à anticiper dans la lutte. Intellectuelle nourrie de mots, bercée d'images, je découvre ici le vrai sens des mots et des images qui s'in-

carnent dans des faits, tous les jours ! Ici, on parle beaucoup moins, mais on pratique ! La « révolution », le « socialisme », les « masses », tout cela, ce ne sont pas des idées, mais des réalités bien définies qu'il faut faire bouger, avancer, progresser. En Chine, c'est dans la réalité que le projet, l'expérience s'exprime. On voit

la différence — énorme — de situation. Rien à voir avec la manière de signifier, de fonctionner à vide, autour d'une table de bistrot... ce que d'ailleurs continuent à faire, en rentrant, ceux qui prétendent donner aux Chinois des leçons « révolutionnaires »...

(SUITE DEMAIN)

## La situation dans l'automobile américaine

**L**E contrat pour les trois années à venir a été signé entre General Motors et l'UAW (syndicat des travailleurs de l'automobile). Pour la première fois depuis 1964, ce contrat a été signé sans grève à l'appui. Voici les clauses principales de ce contrat : plus 3% d'augmentation par an et un rattrapage du coût de la vie légèrement augmenté. Le tout ne couvre pas la diminution du pouvoir d'achat. L'inflation est de 13,5% par an.

Il n'y a pas de clause de réévaluation des pensions de retraite, seulement une augmentation payée en grande partie par les membres du syndicat.

Il y a une clause sur l'augmentation des « journées personnelles de congés payés » qui passent de 12 jours à 26 jours sur trois ans. Mais les travailleurs craignent qu'en contre-partie on renforce les mesures de discipline et la « lutte contre l'absentéisme ».

En dernier ressort, les clauses de ce contrat apparaissent encore plus défavorables que ne laissait prévoir le recul important de l'UAW sur les retraites, les congés personnels, les nouveaux embauchés.

Beaucoup d'unions locales voulaient voter « non » à la ratification de ce contrat pour protester mais elles ne savaient comment organiser la riposte et finalement le contrat a été ratifié.

### CHRYSLER

**I**L y a 28 000 travailleurs au chômage pour une durée indéterminée. Il y en a 16 000 pour la seule région de Détroit. Les fonds du SUB (allocation chômage de l'UAW) sont à sec depuis le début de septembre, et pour certains, les allocations de chômage de l'Etat arrivent à terme.

L'usine Dodge-Main de Détroit est en train de fermer et d'autres fermetures sont prévues dont deux à Détroit. La compagnie reprend les voitures vendues à ses employés au moindre retard de paiement.

Pour les travailleurs non licenciés c'est le cercle infernal des heures supplémentaires et de l'augmentation des cadences, par exemple dans les usines qui fabriquent les Omni et les Horizon.

Les négociations pour le contrat sont au point mort. La compagnie a essayé d'obtenir des concessions majeures. 80% des travailleurs de la compagnie sont à Détroit (75 000). Les licenciements provoquent des licenciements dans d'autres secteurs économiques de la ville : hôpitaux, etc.

Fraser, le président de l'UAW, a accepté un siège au conseil d'administration de Chrysler. Finalement c'est un « don » de 40 millions de dollars que l'UAW consent à la compagnie d'une manière détournée.

D'autre part, le président de la société, M. Iacocca, a expliqué la nouvelle stratégie de la compagnie. Chrysler ne vendra dans l'immédiat rien de ce qu'elle possède à l'exception des 15% du capital de Peugeot qu'elle détient. Cela devrait rapporter dans les 300 millions de dollars.

Dans le même temps, on apprenait que Volkswagen acquerrait la filiale argentine de Chrysler pour 50 millions de dollars. Les usines de Chrysler-Argentine emploient 4 400 personnes et fabriquent 33 000 véhicules. Chrysler annonce aussi la fermeture de sa filiale péruvienne pour le 30 juin 1980. 1 220 personnes se retrouveront ainsi certainement licenciées.

Réalisé à partir d'articles de « The Call », organe central du Parti communiste marxiste-léniniste des Etats-Unis

## Sidérurgie : où va -t'on ?

**M**ONSIEUR Etienne Davignon commissaire à l'industrie de la CEE ne semble pas être très optimiste sur les perspectives dans la sidérurgie européenne en 1980. Il a même été jusqu'à dire que les perspectives étaient sombres. Il a dit que les efforts en matière de restructuration étaient insuffisants. La sidérurgie européenne ne lui semble pas être encore assez compétitive.

Il a averti les gouvernements « de ne pas compter sur la Commission pour prendre à leur place des décisions qui seraient nécessaires, mais dont ils n'ont pas le courage d'annoncer la décision ».

Il faut noter aussi que la production prévue pour 1980 serait de l'ordre de 134 millions de tonnes contre 140 en 1979, soit six millions de tonnes en moins. Donc, 1980 risque d'être le frère jumeau de 1979 en matière de licenciements.

### BORDEAUX

## Non à la centrale de Golfech ! Tous au rassemblement les 24 et 25 novembre

**A**BRAUD et Saint-Louis en Gironde, une centrale nucléaire est en construction ; à Peyrehorade, dans les Landes, de sombres projets voient le jour. Et à Golfech, à la limite de la région Midi-Pyrénées, et de l'Aquitaine, près d'Agen, malgré l'avis des populations concernées, le gouvernement et l'EDF à ses ordres, essaient d'engager une enquête d'utilité publique.

De nombreux conseils municipaux ont refusé cette enquête. La seule réponse du pouvoir est d'envoyer les CRS dans les villages, dans les écoles, dans les mairies à Golfech et à l'entour. Il faut rappeler que la construction de cette centrale nucléaire de 5 200 MWe constituerait un grave danger pour la région. Dans la lettre-pétition à envoyer à Monsieur le maire de Golfech, contre ce projet de centrale nucléaire et que nous soutenons totalement, ces graves risques sont rappelés : « La construction à Golfech d'une centrale nucléaire de 5 200 MWe constituerait un grave danger pour la région ».

- Rejet de matières radioactives dans l'eau.

- Panache nuageux dû aux tours de refroidissement qui perturberaient les conditions climatiques locales ; (par exemples, diminution de l'ensoleillement de 200 heures).

- Lignes électriques à très haute tension gênant ou neutralisant les activités agricoles dans les couloirs de 100 m de large ou plus.

Tout cela porterait gravement atteinte à l'économie locale.

En cas d'accident, des villes comme Agen, Cahors, Moissac, Montauban, Auch, Toulouse et leurs environs pourraient être atteintes.

C'est pourquoi toujours soucieux du mieux-être des travailleurs des villes et des campagnes, le Comité régional Aquitaine du PCML s'affirme totalement solidaire des conseils municipaux qui refusent l'enquête d'utilité publique, soutient et appelle au rassemblement organisé pour les 24 et 25 novembre 1979 à Golfech.

Non aux simulacres d'enquêtes ! Non à la centrale de Golfech ! Le 15 novembre 1979.

## Publicité mensongère, PDG inculpé

**L**ES Galeries Barbès font énormément de publicité à la radio. Et on ne peut pas dire qu'ils lésinent sur les moyens pour attirer la clientèle. En juin et juillet 1978, la radio avait diffusé des annonces publicitaires annonçant des remises des 20% et 30% sur la liquidation des stocks du magasin à Sarcelles.

Manque de bol, après enquête, il s'est avéré que les remises étaient de l'ordre de 1%... En conséquence de quoi le PDG, Maurice Menzan et le directeur de la publicité, Francis Gross, ont été inculpés de publicité mensongère par le tribunal de Pontoise.

## PÉTITION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE A GOLFECH (Tarn-et-Garonne)

**A**TTENDU que la construction à Golfech d'une centrale nucléaire de 5 200 MWe constituerait un grave danger pour la région :

- Rejets de matières radioactives dans l'air et dans l'eau.

- Panaches nuageux dûs aux tours de refroidissement qui perturberaient les conditions climatiques locales ; par exemple, diminution de l'ensoleillement de 200 heures.

- Lignes électriques à très haute tension gênant ou neutralisant les activités agricoles par des couloirs de lignes de 100 mètres de large ou plus.

- Tout cela porterait gravement atteinte à l'économie locale.

- En cas d'accident, des villes comme Agen, Cahors, Moissac, Montauban, Auch, Toulouse et leurs environs pourraient être atteintes.

ATTENDU que, depuis longtemps et à plusieurs reprises, la population et les municipalités concernées, le Conseil général de Tarn-et-Garonne, le Conseil régional Midi-Pyrénées se sont prononcés contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech.

NOUS DEMANDONS que les crédits prévus pour la réalisation de la centrale nucléaire de Golfech (20 milliards de NF) soient affectés à la lutte contre le gaspillage d'énergie, particulièrement d'électricité, et au développement des énergies renouvelables et non polluantes, énergies dont la réalisation peut se faire facilement et tout de suite.

Nous sommes solidaires des conseils municipaux qui refusent l'enquête d'utilité publique

NON au simulacre d'enquête à la centrale de Golfech.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Signature .....

## L'OUED EN CRUE DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :

- aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - PARIS 20e

- à La Force du livre, 33, rue René Leynaud - LYON 1er.

- au service de vente par correspondance des Herbes sauvages, livres service, 24 rue Philippe de Girard - PARIS 10e. Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Jacques Jurquet, auteur de *La révolution nationale algérienne et le PCF*, présentera et signera son livre

A Paris; il participera à des débats à la

Librairie TIERS MYTHE  
21, rue Cujas - Paris 5e

Le mercredi 21 novembre de 16 h à 18 h 30.

Et à la

FNAC - Forum des Halles (auditorium)

Le jeudi 22 novembre à 13 heures.

## NOUVEAUX REGARDS SUR LA GUERRE D'ALGERIE

Avec Jacques Jurquet, auteur de *La Révolution nationale algérienne et le PCF*, et Jean-Pierre Durand (écrivain), Olivier Germain-Thomas (*Soleils de Gendre* chez Albin-Michel), Daniel Guérin (*Quand l'Algérie s'insurgeait 1954-1962 à la Pensée sauvage*), Mohamed Harbi (*De Messali à Ben Bella, naissance d'un bureaucratie nationale* chez Jeune Afrique), Hervé Hamon et Patrick Rotman (*Les porteurs de valise*, chez Albin Michel), Jean-Pierre Vittori (*Un moment d'inattention* chez Stock)... Présentation par Antoine Spire.

A la FNAC, Forum des Halles, à l'Auditorium, 1-7 rue Pierre-Lescot, Paris 1er. Métro : Halles.

24-25 novembre 1979  
Deux journées antinucléaires à Golfech.

Samedi 24 :

- 9 h. Golfech - Visite des mairies.  
- 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agen. Hall J. Baylet.  
- 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agen.

Dimanche 25 :

- 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agen. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International  
Annie Brunel  
Pour toute correspondance :  
L'Humanité Rouge  
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne  
Commission paritaire No. 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 4e trimestre 1979

## CHAMBERY (SAVOIE)

## «Nous sommes tous des chasseurs de lapin»

Curieuse affaire que celle de Chambéry (Savoie) : une quarantaine de civils, dont trois ouvriers du PCML vont prochainement être déférés devant un tribunal pour « incitation de militaires à la désobéissance ». Près de soixante autres essaient vainement de se faire inculper pour les mêmes motifs mais n'y parviennent pas malgré des tentatives réitérées. Au total, un procès exceptionnel tant par le nombre de personnalités civiles mises en cause que par la jurisprudence qui risque d'en découler et voilà que tout se passe comme si majorité et « opposition » s'étaient mises d'accord pour faire le silence sur cette affaire et éviter à tout prix qu'elle ne prenne une ampleur nationale.

Bizarre, non ? Pour connaître les dessous de cette affaire, le correspondant HR a enquêté sur place.

**D**EPUIS plusieurs années, la section chambérienne du PSU diffusait publiquement, sans trop de problèmes, des tracts aux soldats permissionnaires pour exiger la reconnaissance des droits démocratiques dans les casernes.

Ces diffusions, qui pouvaient difficilement passer inaperçues, se seraient rapidement terminées par des arrestations et des condamnations si des conditions locales très particulières n'avaient existé. En effet, si l'on regarde de plus près, l'affaire se passe en plusieurs épisodes.

## UNE AFFAIRE QUI VIENT DE LOIN

Dans un premier temps, de 1975 à 1977, le PSU a bénéficié du mouvement de sympathie qui a accompagné l'essor de la lutte des soldats. A cette époque, en effet, de l'appel des cents à l'ouverture de la campagne sur les municipales, les comités de soldats apparaissaient de plus en plus nombreux et combats, n'hésitant pas par exemple à descendre massivement dans la rue pour faire connaître leurs revendications. Ne sachant pas exactement quelle ampleur le mouvement allait prendre et soucieux de ne pas faire basculer en bloc le contingent dans le camp de l'opposition, le gouvernement fut assez souple pour lancer des avertissements — de façon à rassurer son électoral — mais évita soigneusement de se lancer dans une politique de répression trop manifeste. Le PSU put ainsi tranquillement diffuser ses tracts.

A Chambéry, les militants de cette organisation furent — selon leurs propres termes — « amenés à diffuser des documents que, pour des raisons bien compréhensibles, les appelés ne pouvaient distribuer eux-mêmes ». En l'occurrence, des bulletins du comité de soldats du 13e bataillon de chasseurs alpins (BCA), bulletin intitulé ironiquement le *Chasseur à lapins*.

Briançon, le 23 mars 1978. Des soldats blessés lors de manœuvres embarquent dans un hélicoptère.



Il semble donc, que la sécurité militaire, la gendarmerie et les renseignements généraux se soient contentés dans un premier temps de procéder à une enquête discrète et à quelques filatures pour repérer les animateurs du comité de soldats et connaître les militants qui appuyaient leur action de l'extérieur.

Quelques relevés d'identité furent bien effectués de façon à monter un dossier un tant soit peu consistant, mais elles ne donnèrent lieu à aucune inculpation officielle, ce qui laisse tout de même révéler quand on connaît le zèle du gouvernement à traquer les diffuseurs d'autres tracts ou journaux concernant l'armée.

Deuxième épisode : les municipales ! A Chambéry, l'affaire se présente plutôt mal pour le maire sortant, M. Dumas, dont tout le monde connaît les liens étroits avec le pouvoir. Ce dernier, RPR, a été secrétaire d'Etat. C'est dire s'il connaît du beau monde ! En fait, personne ne se fait d'illusions sur son sort : il sera battu et c'est une municipalité PS-PC-PSU qui sera élue. Evidemment, on retrouve au sein des élus affiliés au PSU les principaux diffuseurs de tracts du comité de soldats du 13e BCA. Cela n'échappe pas à l'œil averti de Dumas dont toute la tactique consista désormais à créer des difficultés entre l'armée et la municipalité d'une part et les différentes composantes du nouveau conseil municipal d'autre part.

Le but de Dumas est évidemment de créer une crise ouverte au sein du conseil pour l'amener à démissionner, quitte — si cette manœuvre échoue — à attendre patiemment les prochaines élections de façon à se présenter comme l'homme de « l'ordre et de la légalité républicaine ».

Pour étayer le futur dossier d'accusation, deux militants du PSU sont interpellés en avril 1977 par la police de l'air (du fait de la proximité de

la base aérienne du Bourget du lac) et Bourges pourra ainsi commencer à exploiter l'affaire devant l'assemblée nationale mais toujours en se gardant bien d'engager des poursuites judiciaires.

Le troisième épisode commence au lendemain des législatives. La droite passe ! La gauche est battue et emploiera désormais le plus clair de son temps à « se manger le foie », personne ne voulant endosser les responsabilités de l'échec ! Cette désunion va changer fondamentalement la situation ; plus d'élections en vue ! Le gouvernement a désormais le champ libre pour faire valser les opposants sur l'air de la répression.

Le feu vert est donc donné aux autorités locales pour que des inculpations soient lancées et, comme par hasard, en octobre 1978, un des principaux animateurs du PSU, Jean Bérard, est interpellé alors qu'il termine la diffusion du bulletin No 5 du *Chasseur à lapins*.

Une inculpation s'en suivra pour « incitations de militaires à la désobéissance, diffamation envers un chef de corps et diffusion de bulletins sans mention de l'imprimeur ».

Le parquet n'ayant retenu que des inculpations au code civil, la comparution de l'accusé devant la cour de sûreté de l'Etat est exclue, ce qui permet au gouvernement d'engager un procès avec des accusations solides du point de vue de sa légalité mais tout de même pas trop voyantes. Visiblement, le gouvernement cherche à donner de l'importance à cette affaire (l'inculpation est faite sur réquisition directe du ministre) mais tout en évitant soigneusement de lui donner une tournure nationale dont l'ampleur risque de lui échapper.

## BOURGES MET LE DOIGT DANS L'ENGRENAGE

Aussitôt Bérard inculpé, le PSU lance un appel à la solidarité. Cet appel sera entendu par notre Parti, la Ligue des droits de l'Homme et par de nombreux inorganisés. Au total, une quarantaine de personnes vont, en signe de solidarité, diffuser le *Chasseur à lapins*.

Comme ils n'ont pas l'intention de le faire à la sauvette, mais au vu et au su de tout le monde, la gendarmerie est avertie. La diffusion sera faite au grand jour sur le marché principal de Chambéry et sera suivie par une quarantaine de relevés d'identité dont celle de trois militants de notre Parti, délégués par leur cellule.

A la fin mai 1979, 36 d'entre eux seront accusés du même délit que Bérard puis ce chiffre augmentera progressivement pour avoisiner la quarantaine. Visiblement, il s'agissait là d'une opération d'intimidation destinée à bien montrer que le pouvoir était fermement décidé à ne pas reculer d'un pouce.

Cette tactique sera rapidement mise en déroute par les accusés qui sont bien décidés à ne pas en rester là. Un nouvel appel est donc lancé pour amplifier la solidarité. Une soixantaine de personnes se déclarent solidaires et, suivant un scénario maintenant bien rodé, prennent l'engagement de diffuser publiquement le *Chasseur à lapins*.

Du coup, Bourges qui commence à trouver que tout cela sent le roussi, décide de stopper toute nouvelle inculpation pour ne pas rendre la situation explosive. Ce qui a pour effet, que désormais, 60 personnes peuvent se permettre de violer en toute sérénité la légalité bourgeoise à Chambéry, « démoraisant scandaleusement le moral de nos armées ! ». Un véritable scandale ! D'autant que ces mêmes personnes, conscientes de leur situation, irrégulière aux yeux de la loi, ne manquent pas de téléphoner systématiquement au poste de gendarmerie le plus proche avant de commencer chaque diffusion.

Situation dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est pas banale ! D'autant que chaque fois, imperturbablement, le

factionnaire de service répond avec le plus grand sérieux que toutes les patrouilles sont occupées à l'autre bout de la ville et qu'elles ne peuvent donc venir constater le corps du délit.

Bref ! Bourges s'est mis le doigt dans l'œil jusqu'au coude ! En effet, que constate-t-on ? Tout d'abord il inculpe une quarantaine de civils d'horizons politiques assez différents et monte un procès qui ressemble fort à ceux des opposants de l'Europe de l'Est accusés de dire tout haut ce que beaucoup de monde pense tout bas. Un procès de Moscou à Chambéry ? Voilà qui risque de ne pas être très populaire !

Mais il va plus loin ! Il laisse se créer un précédent qui risque de faire jurisprudence dans la mesure où 60 personnes peuvent diffuser en toute impunité des tracts pour lesquels 40 autres risquent d'être condamnés.

Comment ne pas admettre que dans ces conditions les procès de Chambéry sortent du cadre étroit de la Savoie pour prendre une ampleur nettement nationale ? Comment ne pas s'étonner du mur de silence que tous les « grands » partis c'est-à-dire ceux que l'on a nommé la « bande des 4 », dressent autour de cette affaire ?

Dans notre prochaine édition, l'autopsie du soutien apporté aux inculpés par le PC et le PS.

Correspondant, le 16/11/1979.

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU PCML DE CHAMBERY

## 36 personnes inculpées Appel à la riposte

**L**E PCML considère que ces inculpations ne constituent pas un acte isolé mais qu'elles entrent dans le cadre de l'offensive anti-populaire que le gouvernement Giscard-Barre a engagé contre les travailleurs de notre pays.

Le fait que des poursuites aient été engagées contre un aussi grand nombre de personnalités civiles « dont un conseiller municipal et un maire adjoint de Chambéry » n'est pas un hasard mais correspond à une volonté délibérée de réprimer systématiquement toute opposition au gouvernement.

Le PCML estime que le régime en place actuellement est mal placé pour dénoncer une quelconque incitation de militaires à la désobéissance. « Les politiciens de l'UDF et du RPR au pouvoir ne s'y prendraient pas autrement s'ils voulaient cultiver l'antimilitarisme dans la jeu-

nesse : refus d'une instruction sérieuse pour les appelés, utilisation du contingent comme larbin pour les unités professionnelles, exaltation des aventures colonialistes, entretien du mythe de l'ennemi intérieur, utilisation de l'armée pour briser les grèves », éboueurs, etc. Déclarations pour le moins ambiguës présentant Carter et Brejnev comme des amis de la paix à une heure où tous les spécialistes militaires reconnaissent que l'URSS et les USA renforcent leurs préparatifs militaires en vue d'une troisième guerre mondiale.

Le PCML est convaincu qu'aucune mesure répressive ne pourra empêcher les soldats appelés et engagés de mettre en avant les revendications qui leur sont propres ; notamment l'exigence d'une réelle instruction militaire, le respect de la sécurité, des transports gratuits, une solde décente et les 8 heures de permission par semaine.